

PUBLIÉ LE 24/01/2015

PAR DAVID MONNERY (PHOTOS JEAN-PIERRE BRUNET)

Une fois n'est pas coutume, police et syndicats ont estimé de concert que 850 personnes ont manifesté, samedi matin à Arques, pour le maintien du plan amiante à Arc International et la sauvegarde de l'emploi. Reste à savoir si cette mobilisation influera sur les ultimes négociations avec le repreneur PHP.



Huit cent cinquante personnes qui défilent dans l'Audomarois, ce n'est jamais anodin. Encore moins lorsqu'il s'agit d'Arc International, une entreprise où la pesante tradition paternaliste n'a jamais encouragé les salariés à sortir dans la rue. Mais est-ce un succès au regard de l'effectif de l'entreprise qui compte 5 500 salariés et qui agit toujours comme le véritable cœur économique qui irrigue tout le bassin d'emploi ?

Les syndicats à l'origine du rassemblement (SUD, CFTC, UNSA, rejoints par la CFE-CGC) ont, officiellement, affiché leur satisfaction face à la mobilisation. « *Je suis content de voir tout ce monde*, déclare Pierre Lambin, délégué syndical UNSA. *Cela vient s'ajouter aux 250 personnes qui se sont déplacées à Paris la semaine passée. C'était le bon moment et le bon endroit pour mettre un coup de pression en vue des dernières négociations.* »

Une pression que les syndicats SUD et CFTC, non représentatifs, ne pourront pas répercuter directement sur la direction puisqu'ils ne sont pas associés aux discussions. Et que les autres syndicats exerceront en fonction de leurs revendications. L'UNSA fait de la poursuite du plan amiante une question de principe, alors que le repreneur PHP demande expressément à l'ensemble des syndicats de mettre un terme à cette action. Dans le même temps, la CFE-CGC qui s'est greffée en queue de cortège précisait qu'elle manifestait « *pour l'emploi* » et zéro licenciement, pas pour l'amiante. C'est d'ailleurs pour éviter toute confusion que les trois syndicats CGT, FO et CFDT, n'ont pas manifesté, eux qui ne font pas de l'amiante un point de blocage.

### **Ne pas « bâcler l'avenir de 556 salariés »**

Les représentants syndicaux ont pris la parole à l'issue de la manifestation. Extraits.

**Vladimir Nieddu, secrétaire régional de SUD** : « *Merci à vous d'être venu mener la bataille pour l'emploi et la reconnaissance du plan amiante. Arc International est le poumon de l'Audomarois. Les commerçants, les artisans et toute la population ont besoin de cette industrie.* »

**Guy Foube, délégué syndical UNSA** : « *On ne bâcle pas l'avenir de 556 salariés en treize jours. (...) Le dossier amiante*

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des services et des contenus personnalisés en fonction de vos centres d'intérêt. [Plus](#)

mique ?(...) Fidèle à sa tradition, l'UNSA est prête à signer un accord qui évite au maximum les licenciements secs et préserve les intérêts de ceux qui restent. Elle ne signera pas un accord qui n'offre aucune garantie sur l'avenir. »

**Stéphane Vroelandt, délégué syndical CFTC** : « L'entreprise est passée de 12 000 à 5 000 salariés. Combien demain ? Nous étions la troisième industrie de France derrière Peugeot et Michelin, nous voilà sixième du Nord – Pas-de-Calais ! Nous ne voulons aucun licenciement et n'acceptons pas que le dossier amiante soit détourné de son but premier. C'est un problème de justice sociale. Si PHP veut repartir sur de bonnes bases avec des salariés motivés pour assurer la pérennité de l'entreprise, c'est à lui de retirer sa clause suspensive sur l'amiante. »

**Élisabeth Jacques, déléguée syndicale CFE-CGC** : « Tant qu'il y a des négociations, il y a de l'espoir. (...) Mais 200 personnes sur la paille c'est trop et encore inacceptable. La direction doit nous entendre et le repreneur doit respecter notre culture qui a fait que nous sommes toujours le premier verrier au monde. Pour ce qui est de la position de la CFE-CGC sur l'amiante, la condition suspensive demandée par PHP ne sera pas un point de blocage. »

